

COMMUNIQUE

POUR RAPPEL : éditorial de la Lettre d'Echanges N°24 mars 2009

Suppression de la clause de compétence générale des collectivités territoriales ? Pour la culture, un non sens !

Le projet de loi voté par le Sénat laisse dans l'ombre la liberté des collectivités d'agir en matière de politique culturelle. Or sur ce champ – l'un des plus sensibles des politiques publiques –, une collectivité territoriale contrainte dans la mise en œuvre de ses projets peut y perdre la cohérence de son projet politique.

Il s'agit en effet ici du *sens* – de la direction que prendra l'invention de l'avenir, des mots avec lesquels nous disons et nous dirons à nos proches ou nos lointains ce que nous voulons faire du monde et ce que nous refusons qu'il devienne. Il est ici question des couleurs de demain, des tracés des choses, des contours des valeurs, des volumes des espoirs, des formes de l'existence commune et des expériences singulières. C'est parce qu'il s'agit du *sens*, parce qu'il s'agit de ce que l'art recèle d'histoire écrite et d'histoire à écrire, parce qu'il s'agit de l'essence même du politique d'être un maître d'œuvre inventif et attentif que la responsabilité culturelle de chaque échelon territorial doit rester entière.

Clause de compétence générale pour l'action culturelle : cette terminologie terne masque la rigueur et l'ampleur des enjeux. A mots voilés, il y est pourtant question de la possibilité d'*un usage signifiant* de l'engagement politique, lequel ici est également *un engagement poétique* en ce qu'il porte l'échange sensible et invente les formes à naître de la vie ensemble. Il y est question également du développement de nos territoires, du soutien aux artistes et aux professionnels de ce secteur comme de tout le secteur associatif.

On s'inquiète à raison de l'abstention aux élections locales. Mais comment espérer qu'elle reflue si les assemblées départementales, régionales ou communales sont confinées à des purs choix gestionnaires ? L'avenir appelle la vision. La vision engage un monde : cela ne se gère pas. C'est une offre plénière proposée à tous au partage. Comment, assignée à des tâches morcelées, une collectivité pourrait-elle nourrir des expériences à chaque fois singulières et neuves, comment pourrait-elle assumer des choix responsables face à la nation mais pour autant confiants en la vitalité propre à chaque territoire, comment construire des projets riches d'une histoire à la fois commune et intimement chargée de différences ?

La Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture, fédération pluraliste et représentant les différents échelons de pouvoirs locaux, porte l'exigence forte du maintien de la clause de compétence générale adjointe au maintien de leur autonomie financière.

*Karine Gloanec Maurin, présidente de la FNCC
Mardi 13 avril 2010*